

Table ronde de l'Observateur de l'OCDE sur la culture et le développement local

Dernière mise à jour : 3 mars 2020



Dans le cadre d'une table ronde de l'Observateur de l'OCDE, nous avons invité différents intervenants à la Conférence de l'OCDE sur la culture et le développement local qui s'est tenue à Venise, en Italie, du 6 au 7 décembre 2018, à répondre à la question suivante : Selon vous, quelles politiques publiques faut-il privilégier pour veiller à ce que les initiatives culturelles favorisent le développement économique, l'inclusion sociale et le bien-être dans nos villes et régions ?

Présentation de la table ronde de l'Observateur de l'OCDE sur la culture et le développement local

L'action publique peut libérer le pouvoir de transformation de la culture pour les villes et régions



Droits Réservés

Lamia Kamal-Chaoui, Directrice du Centre de l'OCDE pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes

Les secteurs de la culture et de la création représentent une opportunité d'améliorer les performances économiques, l'inclusion sociale et le bien-être, opportunité qu'il nous faut exploiter davantage. Or c'est plus que tout au niveau local que cette opportunité se présente : les décideurs et les institutions culturelles à l'échelon local peuvent être des moteurs du changement en mettant le pouvoir de transformation de la culture au service d'objectifs très divers.

Au total, des estimations montrent que 4 à 7 % du PIB des pays de l'UE est alloué aux secteurs de la culture et de la création. De nombreux biens créatifs sont exportés et représentent un enjeu commercial important. Et il ne s'agit là que de la partie visible de l'iceberg : un grand nombre d'individus réalisent des travaux culturels qui ne sont ni rémunérés ni comptabilisés.

Les compétences créatives sont très recherchées, et pas seulement dans les secteurs dits « créatifs ». La culture contribue à beaucoup d'autres domaines de l'économie, comme le tourisme ou même les activités manufacturières. Une récente étude réalisée à Londres montre qu'un tiers de tous les emplois créatifs se trouvent dans des secteurs qui ne seraient pas traditionnellement considérés comme créatifs. Les compétences créatives sont également des compétences durables : elles sont moins menacées par l'automatisation.

Pour aider à constituer une base factuelle solide, nous avons besoin de données plus nombreuses, de meilleure qualité et internationalement comparables. L'OCDE a développé de nombreuses bases de données uniques en leur genre à l'échelle internationale, ainsi qu'à celle des villes et des régions. L'Organisation a aussi élaboré un éventail encore plus grand d'indicateurs du bien-être. Des indicateurs et analyses plus nombreux sur le lien entre participation culturelle, bien-être et croissance inclusive pourraient étayer plus efficacement nos politiques.

Notre infrastructure de soutien aux entreprises doit également être adaptée, en particulier pour les PME. Les besoins des secteurs de la création et de leurs entrepreneurs diffèrent parfois de ceux des autres entreprises. La nature du secteur, de même que les compétences qu'il requière, constituent des défis

supplémentaires à relever pour les pouvoirs publics dans les domaines du développement des entreprises et des cadres réglementaires

Il est aussi important pour l'inclusion sociale d'assurer la qualité des emplois dans le secteur de la culture. En effet, dans ce secteur, nombreux sont ceux qui travaillent à leur compte, occupent des emplois informels ou exercent leur deuxième emploi.

Les efforts déployés par les pouvoirs publics doivent aussi viser à améliorer le rendement des investissements publics et privés dans la culture. Pour mieux éclairer nos politiques publiques, il est nécessaire de comprendre les questions de financement propres à ce secteur, tant au niveau national qu'infranational.

La valeur de la culture et de la créativité ne se limite pas à une part de PIB ou à un nombre d'emplois. Les récents travaux de l'OCDE sur le rôle des musées au service du développement local mettent en lumière la diversité de l'influence exercée par les institutions culturelles au niveau local. Or il reste encore beaucoup à découvrir dans ce domaine.

Dans le cadre d'une table ronde de l'Observateur de l'OCDE, nous avons invité un éventail de représentants à répondre à la question suivante : Selon vous, quelles politiques publiques faut-il privilégier pour veiller à ce que les initiatives culturelles favorisent le développement économique, l'inclusion sociale et le bien-être dans nos villes et régions ?

Voir <http://www.oecd.org/fr/cfe/leed/>

Développer des partenariats au service de l'innovation



Droits Réservés

Nathalie Bondil, membre de l'Ordre du Canada, chevalière de l'Ordre national du Québec, Directrice générale et Conservatrice en chef du Musée des beaux-arts de Montréal, Canada

Un secteur culturel dynamique est un atout pour une économie créative, avec à la clé de multiples avantages pour la collectivité. La culture ne peut être confinée à un seul ministère ou département, puisque la mission qu'elle doit remplir couvre différents domaines (éducation, famille, immigration, santé, économie, infrastructures, tourisme). Au XXI^e siècle, la culture, de même que son alter ego l'éducation, détermineront en grande partie notre aptitude à vivre ensemble au sein du village planétaire.

À cet égard, les organismes de financement devraient, d'après moi, soutenir les projets de partenariat, plutôt que des institutions individuelles axées sur un seul

objectif. En outre, ils pourraient ajuster leurs aides en fonction du nombre de partenaires impliqués dans la conception et la mise en œuvre d'un projet.

Pour nous, mobiliser les parties prenantes de la culture, de l'action sociale et de l'économie, impliquer les éléments moteurs de l'action locale (associations, écoles, entreprises, artisans, cliniques et maisons de retraite) et favoriser l'interdisciplinarité font partie intégrante d'une culture que nous décrivons comme « co-créative ».

Et si nous inventions des programmes fondés sur la co-création, qui ne cesse d'évoluer ? Avec une stratégie de partenariat aux multiples facettes telle que celle-ci, nous pouvons travailler en coopération, et non plus en concurrence, avec des organismes travaillant dans le même domaine. Encourageons les expériences inventives, le travail au long cours et les hasards heureux. Élaborons des projets sur mesure avec les acteurs locaux et des personnes de référence, qu'elles soient professionnelles ou bénévoles. Agissons ensemble pour combattre les maux de notre société : handicap, racisme, homophobie, analphabétisme, décrochage scolaire, pauvreté, problème des sans-abri, intimidation, violence, radicalisation, isolement, vieillesse, exclusion, la liste est longue...

Prenons un exemple : dans les régions nordiques, l'offre culturelle doit rester accessible, peu importe la météo. Pourquoi ne pas développer une clientèle touristique en nouant des partenariats avec des acteurs de la culture, du voyage, du transport et de l'hôtellerie, afin de proposer une offre globale qui élargirait nos marchés, ce qui profiterait à tous ?

www.mbam.qc.ca/en/

Un organisme culturel indépendant et apolitique comme moteur de l'innovation et de l'inclusion



© Droits Réservés

Danielle Brazell, Directrice générale au département des Affaires culturelles de Los Angeles

Les autorités locales doivent avoir pour mission d'élaborer des politiques culturelles propres à assurer un accès équitable du public aux arts, et des aménités culturelles adaptées à la population. Il est essentiel de concevoir un cadre d'action global pour favoriser un sentiment d'appartenance et générer de l'activité économique.

Pour y parvenir, une solution consiste à allouer une partie de la taxe hôtelière d'une ville au financement d'expériences artistiques et culturelles. La responsabilité de l'octroi de ces financements devrait incomber à un service municipal échappant à la sphère politique. Des systèmes de répartition de ces financements devraient être créés en mettant un accent particulier sur l'équité et l'inclusion culturelles ; ils pourraient prendre la forme de commissions directes, de festivals citoyens ou de subventions.

Fort de son indépendance, le service ou l'organisme responsable se verrait attribuer une mission et un travail précis, en accord avec les politiques financières des autorités locales. Ces garde-fous permettraient de veiller à ce que l'organisme définisse des critères clairs pour la prise de décisions. Au département des Affaires culturelles de Los Angeles, par exemple, nous accordons chaque année plus de 3 millions USD de subventions sur la base d'une mise en concurrence à des organisations non gouvernementales selon des « critères d'excellence, d'accessibilité et d'équité ».

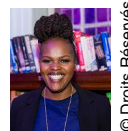
Les municipalités et les autorités locales pourraient envisager de lancer l'initiative d'une récompense « trésor culturel », reconnaissant officiellement la contribution apportée à la culture locale.

La direction de l'organisme devrait être confiée à un haut responsable au sein de l'organe de direction, et être au service de cet organe et non du parti politique au pouvoir. Il est impératif de séparer l'offre artistique et culturelle de la politique. Un modèle de gouvernance de ce type favorisera une approche transversale des politiques culturelles au niveau local.

Il convient de considérer les arts et la culture comme des moteurs non seulement de la prospérité économique et de l'équité, mais aussi de l'innovation, de l'optimisme et du sens civique. Les autorités locales qui adoptent cette approche encouragent une plus grande collaboration entre les différents acteurs locaux et mobilisent les arts au service des autres problématiques majeures auxquelles les villes sont confrontées.

www.culturela.org

Faire le bilan pour assurer la réussite des partenariats



© Droits Réservés

Wanjiru Koinange, Co-fondatrice de Book Bunk

Vous aurez beaucoup de mal à trouver une communauté qui n'entretienne pas de contact étroit et permanent avec un secteur d'activité fondé sur les arts et la culture – que des politiques et des cadres régulant ce secteur existent ou non. C'est particulièrement vrai au Kenya. Le secteur des arts et de la culture est probablement l'un des plus flexibles qui soit : ses parties prenantes doivent faire preuve de résilience et de souplesse pour s'adapter aux problèmes de financement, à la nature changeante du public, mais aussi à la nature même de la culture, en constante évolution ! Pourtant, nos villes regorgent de productions créatives. Nous encourageons les pouvoirs publics à étudier des mesures propres à favoriser les partenariats avec des organisations culturelles et des entreprises qui œuvrent déjà à fonder et soutenir ces économies créatives.

Book Bunk est une jeune entreprise kenyane à visée sociale, fondée par deux professionnelles de la culture – une écrivaine et une éditrice – toutes deux habitantes de Nairobi. En mars 2018, Book Bunk s'est associée au comté de Nairobi afin de lancer la rénovation de trois bibliothèques publiques et leur transformation en centres d'apprentissage, lieux d'expositions artistiques et centres de rencontre. Le modèle de Book Bunk s'appuie sur l'art afin de nouer un dialogue avec les usagers actuels et futurs de ces bibliothèques – elles-mêmes

pilliers de l'héritage culturel – et collecter des informations sur les attentes des habitants envers ces bibliothèques.

Pour concrétiser ce partenariat, les autorités locales ont évalué sa capacité à donner corps à la vision que les habitants de Nairobi avaient de ces bibliothèques. Ce type d'état des lieux est essentiel à tous les échelons de l'administration, parce qu'il montre qu'il y a bien des citoyens qui rêvent et imaginent les villes du futur, à la fois inclusives, fonctionnelles, riches de leur héritage culturel et donc de leur identité.

Cette approche ciblée garantit que les initiatives culturelles ont une grande chance d'être économiquement viables. De tels partenariats apporteront aux économies créatives l'accès et les capacités dont elles ont besoin pour développer l'offre de programmes axés sur les arts.

Twitter: [@theBookBunk](https://twitter.com/theBookBunk)

Voir: www.bookbunk.org

Une fiscalité judicieuse, une planification rigoureuse, l'éducation et une bonne gestion sont autant d'éléments déterminants



Droits Réservés

Geoff Mulgan, Directeur général de Nesta

Pendant plusieurs décennies, les pouvoirs publics – et les municipalités – ont utilisé la culture comme un outil au service du développement économique. Mon

premier emploi consistait à élaborer une stratégie à l'appui du secteur culturel à Londres au milieu des années 80. Au début des années 90, je faisais partie d'un réseau de villes créatives d'Europe et d'Amérique du Nord.

Les premières stratégies étaient axées sur la construction de bâtiments : des œuvres emblématiques comme le musée Guggenheim à Bilbao jusqu'à des programmes plus vastes de rénovation de centres-villes entiers. Beaucoup ont réussi – particulièrement lorsqu'ils réunissaient culture, tourisme et divertissement – surfant sur une vague qui a permis aux secteurs créatifs de croître tant en valeur relative qu'absolue. Mais beaucoup ont échoué, et même ceux qui ont été couronnés de succès ont souvent eu pour effet de creuser les inégalités, les économies créatives étant fortement concentrées.

Alors, que faire pour concilier croissance et inclusion ? Une solution consiste à passer de programmes principalement fondés sur la construction de bâtiments à des programmes au périmètre plus vaste. Ces programmes doivent englober l'éducation et accorder de la place à la créativité et la création numérique, ainsi qu'aux compétences hautement spécialisées dans les écoles et les universités – ces dernières, par exemple, favorisant la conjugaison des compétences créatives, techniques et de gestion de projet.

Un régime fiscal favorable est un avantage (quoique des dérives sont possibles), tout comme une planification rigoureuse, par exemple afin de veiller à ce que les quartiers culturels ne perdent pas leur âme à mesure que les prix immobiliers augmentent. Chez Nesta, nous avons également développé de nouveaux modèles de financement public qui dépassent les subventions classiques, et ce en utilisant des méthodes de R-D pour encourager les expérimentations sur les frontières entre l'art et la technologie, des modèles d'investissement à impact quelque part entre la subvention et l'activité commerciale, et, pour guider l'élaboration des politiques, des mesures plus précises et la cartographie, afin d'aider les décideurs à visualiser les nouveaux phénomènes, comme nous l'avons fait récemment pour le marché des technologies immersives au Royaume-Uni. Partout, la curation et la gestion du réseau devraient être plus importantes que son développement physique, mais elles ne sont généralement pas suffisamment soutenues.

Souvent, les économies créatives sont fortement concentrées dans un petit nombre de quartiers urbains en centre-ville, faisant grimper la valeur foncière. Une bonne gestion publique consisterait à imposer les revenus supplémentaires perçus par les propriétaires fonciers, et à les réinjecter dans les sources sous-jacentes de créativité, des écoles aux petites entreprises. S'il existe beaucoup d'outils à petite échelle pour le faire, aucun pays membre de l'OCDE ne le fait encore systématiquement.

Voir: www.nesta.org.uk

À l'école, la culture devrait être aussi valorisée que les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques



Droits Réservés

Caroline Norbury, membre de l'ordre de l'Empire britannique, Directrice générale de Creative England

La culture et la créativité nous aident à relever les défis de demain et sont des moteurs à la fois de la croissance économique et de l'inclusion sociale. Le soutien à la culture et aux talents qui créent des idées, des produits, des services et des expériences doit donc être au centre de l'élaboration des politiques.

De mon point de vue, il faudrait commencer par mettre sur un pied d'égalité, dans les programmes scolaires, les arts et les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (soit les disciplines dites STIM). L'innovation et la croissance sont souvent le fruit de la collaboration, et de contacts et d'approches interdisciplinaires. Les politiques qui prendront cela en considération permettront de créer les actifs intellectuels et la valeur ajoutée essentiels à la prospérité future.

Le monde a besoin de plus d'ingénieurs, de codeurs, de techniciens et d'experts en mégadonnées, mais il a aussi besoin de plus d'artistes. À l'école, les disciplines artistiques sont de plus en plus considérées comme marginales, ou comme un passe-temps, plutôt que comme un élément fondamental du programme commun. Par ailleurs, les universités constatent une baisse des inscriptions dans les filières des lettres et des beaux-arts, les étudiants considérant les filières scientifiques comme la nouvelle voie d'accès privilégiée aux professions offrant des rémunérations élevées. C'est pourquoi je subventionnerais les frais d'inscription des étudiants en arts. Ils gagneront en moyenne moins que beaucoup d'autres diplômés, mais sans eux nous serions tous plus pauvres et moins inventifs et innovants.

Je créerais des financements destinés aux artistes, créateurs, producteurs et réalisateurs dès le stade de la validation de principe – qui seraient attribués non seulement par des institutions prestigieuses, mais aussi par le public. Le financement des arts est trop souvent fondé sur les précédents historiques plutôt que sur la pertinence actuelle des projets. Je ne plaide pas pour l'abolition des influenceurs, conservateurs et investisseurs culturels, mais plutôt pour un réajustement et une reconnaissance du rôle du public et de la demande des consommateurs dans la définition des besoins.

M' en appelle aux décideurs politiques pour qu'ils mènent une réflexion stratégique quant aux forces de rupture et d'innovation, et à l'utilisation de la culture et de la créativité comme moyens de s'éloigner de l'approche cloisonnée traditionnellement adoptée par l'administration, pour s'orienter vers des approches reposant sur les systèmes, transparentes et en prise avec le public. Ces approches libèrent la créativité, encouragent la collaboration et la diversité, et forgent la résilience de tous pour demain.

Voir: <http://www.creativeengland.co.uk/>

70 études de cas pour inspirer les initiatives locales



© Droits Réservés

Walter Zampieri, Chef d'unité pour les politiques culturelles, Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture à la Commission Européenne

Aujourd'hui, les politiques culturelles n'ont plus uniquement trait à la gestion des arts : la culture offre en effet de nouvelles approches pour s'attaquer aux problèmes sociaux.

La Commission Européenne a accumulé une vaste expérience en travaillant avec les villes et les régions pour soutenir le développement tiré par la culture, grâce notamment aux Fonds structurels et d'investissement, aux capitales européennes de la culture, et à beaucoup de projets dédiés. Dans le nouvel agenda européen de la culture, présenté dernièrement, les villes et les régions sont envisagées comme des « laboratoires vivants », offrant un énorme potentiel pour

l'expérimentation, l'anticipation des tendances et l'étude de nouveaux modèles d'innovation sociale et économique.

À l'évidence, il n'existe pas de stratégie universelle, car chaque pays, chaque région et chaque ville possède ses propres ressources culturelles. Ce sont ces ressources qui rendent ces endroits uniques en terme d'attractivité et d'identité. Le développement territorial axé sur la culture consiste donc à comprendre et gérer ces ressources afin d'en tirer le meilleur profit. Cela signifie également que le développement axé sur la culture est pertinent pour les villes et régions à tous les stades de développement. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une approche stratégique et à long terme, bâtie sur des partenariats entre les pouvoirs publics, les organisations culturelles, les milieux d'affaires pertinents et des représentants de la société civile.

Les autorités locales devraient avoir l'audace de confier aux secteurs de la culture et de la création la responsabilité de piloter des initiatives, dans les villes comme dans les zones rurales. Les financements publics devraient jouer un rôle d'incitation à la recherche et l'innovation dans les arts et la culture, et à l'expérimentation de nouvelles solutions, par exemple mélangeant arts, science et innovation numérique. Les autorités locales devraient favoriser la constitution de réseaux afin de faciliter l'échange d'informations, de savoir et d'idées entre différents acteurs, entités et disciplines. Des endroits dédiés sont aussi cruciaux pour que les personnes travaillent sur des projets communs, collaborent et partagent des équipements : cela signifie qu'il faut promouvoir la création d'espaces de travail collaboratifs, de pôles créatifs, et d'infrastructures, d'espaces, de groupements, et d'incubateurs culturels innovants.

Nous avons sélectionné, à titre d'illustration, 70 pratiques dans le cadre d'un projet dédié à [la culture pour les villes et régions](#).

Ces pratiques portent sur : l'héritage culturel comme moteur de la croissance économique et de l'inclusion sociale ; les secteurs culturels et créatifs comme moteurs de la régénération urbaine et de la vitalité économique ; et la culture à l'appui de l'inclusion et de l'innovation sociales et du dialogue interculturel.

Voir: https://ec.europa.eu/info/departments/education-youth-sport-and-culture_en

Pour les études de cas et en savoir plus, voir le site Culture for Cities and Regions sur www.cultureforcitiesandregions.eu

©OCDE Observateur Decembre 2018